

# QUEL MONDE ASSOCIATIF DEMAIN ?

*Des limites actuelles de l'action associative  
aux moyens de les dépasser*

**Journée d'étude acteurs-chercheurs**

**Samedi 21 Novembre 2020**

**Co-organisateur** : Collectif des associations citoyennes (CAC) – Mouvement pour  
l'économie solidaire (MES) – Union fédérale d'intervention des structures culturelles  
(Ufisc) – Transiscope – Institut Polanyi France – Le Mouvement associatif



**Avec le soutien de**



## Introduction et présentation de la journée

---

**Marie-Catherine Henry** (Collèges d'études mondiales – FMSH du programme de recherche Démocratie et économie plurielles) ; **Bruno Lasnier** (Mouvement pour l'économie solidaire - MES) ; **Jean-Baptiste Jobard** (Collectif des associations citoyennes - CAC)

### Le scenario de l'affaiblissement

**9h30 – 10h25**

#### L'état des libertés associatives en France

Présentation du premier rapport de l'observatoire des libertés associatives. Fruit de deux ans de travail et de l'étude de cent cas d'atteintes aux libertés démocratiques des associations, ce rapport documente la façon dont le cadre actuel de l'exercice de la citoyenneté collective est mis à mal par une pluralité d'entraves matérielles, discursives, judiciaires ou policières.

Intervenants : **Camille Champeaux** (Collectif d'organisations de solidarité internationale et de mobilisation citoyenne – [CRID](#)), **Julien Talpin** (Cnrs)

**10h30 – 11h25**

#### L'actualité de « l'offensive philanthropique »

Axe fort du développement du plan "vie associative" du gouvernement, l'ambition d'inventer une "philanthropie" à la française a connu des développements récents avec la remise du rapport El-Hairy et la mission du Rameau "accélérer les alliances stratégiques entre associations et entreprises". État des lieux et discussions.

Intervenants : **Gilles Rouby** (Collectif des associations citoyennes - CAC), **Frédérique Kaba** (Fondation Abbé Pierre)

**11h30 – 11h45**

#### D'un scénario à l'autre, quelles pistes de travail ?

Comment mobiliser la prospective pour engager la réflexion collective ? Les table-rondes précédentes sont centrées sur les menaces de scénarios du pire, mais il est possible de prendre appui sur le potentiel de propositions du monde associatif pour dessiner un scénario plus favorable.

Intervenant : **Christine Chognot**

### Le scenario du renforcement et de la diffusion des alternatives

**14h – 14h55**

#### Quels besoins pour un développement associatif

Si de très nombreuses alternatives existent, leur développement reste trop limité par la structuration actuelle du financement du monde associatif. Pourtant d'autres modalités de soutien s'inventent et peuvent créer un système plus prometteur permettant d'espérer l'essor d'un nouvel associationnisme. Premier tour d'horizon et dialogue autour des solutions envisageables à l'heure actuelle.

Intervenants : présentation du Transiscope par **Floriane Hamon** du Mouvement Colibris et **Solène Boiziau** du Mouvement Utopia - **Frédérique Pfrunder** (déléguée générale du Mouvement

Associatif), **Jean-Michel Lucas** (spécialiste des droits culturels) - Animation : **Bastien Zapata** (*La Solidaire*)

**15h00 – 15h30**

**Introduction Romain Guéry** (*Groupe Vyv*)

---

### **Quelles synergies au sein de l'ESS**

Intervenants : **Jérôme Saddier** ([ESS France](#)) et **Patricia Coler** ([Mouvement pour l'économie solidaire – MES](#)) - Animation : **Jean-Philippe Milésy** (*Institut Polanyi*)

**15h35 – 16h30**

**Introduction Jean-Philippe Milésy** (*Institut Karl Polanyi France*)

---

### **Quelles dynamiques locales pour une meilleure prise en compte des associations**

De plus en plus les autorités locales se posent la question de la co-construction et du rapport aux associations. Tant au niveau urbain que rural, il existe des projets qui méritent d'être discutés.

Intervenants : dialogue avec des municipalités française **Annaelle Schaller**, Tours, **Patricia Andriot**, Le Val d'Esnois, vice-présidente du [RTES](#), **Julian Perdrigeat**, Loos-en-Gohelle, **Stéphane Pfeiffer**, Bordeaux) - Animation : **Bruno Lasnier** (*MES*)

**16h35 – 17h**

**Introduction Bruno Lasnier** (*MES*)

---

### **Les perspectives pour la suite du travail**

Intervenants : **Philippe Jahshan** ([Le Mouvement associatif](#)), **Jean-Baptiste Jobard** (*CAC*), **Jean-Louis Laville** (*Cnam- FMSH*)

#### **Philippe Jahshan**

Je voulais partager quelques éléments de réflexion à partir de ce qu'on a entendu et d'une analyse du contexte actuel.

Le premier élément c'est le fait que notre économie, la vie associative, l'ensemble des mouvements incarnés par les organisations associatives ou de l'ESS plus largement constituent ce que sera ou devrait être l'avenir. C'est un modèle qui est d'avenir et n'a pas encore eu son heure de gloire. Tous les éléments du contexte y contribuent : que ce soient les enjeux climatiques, les inégalités sociales massives qui vont s'accroître, les reculs en matière de lutte contre la pauvreté dans notre pays et ceux qui nous entourent, l'absurdité d'un modèle économique financiarisé qui touche à ses extrêmes et la conscience que par

rapport à ça les Etats ne peuvent plus tout.

Quand il y a une crise comme celle que nous traversons on voit la disqualification des marchés pour répondre. Dans ce cadre l'économie associative, l'ESS dans sa dimension non lucrative, fondamentalement écologique non fondée sur la prédation des ressources naturelles (ça ne veut pas dire qu'elle ne peut avoir des retombes négatives pour l'environnement mais c'est un autre sujet) est une économie citoyenne qui constitue une réponse, une alternative au contexte.

Le deuxième point, c'est que nous sommes aussi dans une période de défiance démocratique majeure vis-à-vis d'institutions représentatives auxquelles les citoyens font de moins en moins

confiance et on sait qu'il y aujourd'hui une soif forte d'engagement par soi-même, par le collectif dans la proximité. Ce contexte doit nous conforter et être un élément sur lequel s'appuyer mais il faut en être conscient et je ne suis pas certain que dans l'ensemble des familles associatives il y a cette conscience que nous faisons partie d'une économie alternative et d'alternance et qu'elle doit pouvoir se vivre en tant que telle dans sa pleine souveraineté entre l'Etat et le marché et occuper sa place sans mimétisme. Dans l'histoire nous avons été ballotés vers l'un ou l'autre et il est indispensable que nous ayons une identité forte. Il y a donc une autonomie à gagner et à imposer et cela pose la question des conditions de cette autonomie qui ne sont pas encore réunies.

Il y a beaucoup de travail à faire sur nous-mêmes d'abord, sur la dimension de nos fonctionnements démocratiques, de nos modèles. La force citoyenne de l'engagement ne se dément pas mais les formes d'engagement changent. Il y a donc nécessité de se transformer et faire place à ses nouvelles formes citoyennes, trouver des formes d'horizontalité dans nos gouvernances.

Il y a aussi nécessité de trouver un débouché politique, c'est ce qui n'a jamais été réussi réellement. Il n'y a jamais eu de grandes politiques associatives, des moments de soutien mais pas de réelles politiques. C'est un sujet essentiel à penser autour de plusieurs axes :

✓ D'abord le fait de faire reconnaître, de défendre, de redire le caractère essentiel de la liberté associative et de l'engagement citoyen et au-delà sa légitimité en matière d'élaboration de la chose publique. C'est une autre forme de légitime que celle des élus mais elle est consubstantielle de notre démocratie. A partir de ce socle

il y a besoin d'une politique d'investissement public pour le développement associatif, pour renforcer cette capacité citoyenne d'engagement et d'association. Ça n'existe pas ... ça existe avec quelques subsides budgétaires mais il n'y a pas de politique sociale. Notre meilleur ennemi c'est nous même, il y a une faiblesse au niveau de la surdétermination sectorielle des associations qui ne les pousse pas à réclamer cette politique. Nous n'arrivons pas à peser sur ce qui doit être transversal et constituer cette politique et si nous n'arrivons pas à bâtir un mouvement au-delà de nos déterminations sectorielles il va être difficile d'arriver à ça.

- ✓ Le deuxième axe, c'est une grande politique de renforcement et accompagnement, une politique de structuration. On vit une forme d'éclatement qui n'est pas forcément mauvais ... c'est dû à la tendance au small is beautiful qui a pris le dessus, une fatigue des logiques fédérées et fédératives mais il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain ... et la transformation et les réformes à conduire dans les structures fédérées sont nécessaires mais la structuration et le fait fédératif doivent être encouragés.
- ✓ Troisième axe : travailler sur le principe de co-responsabilité c'est-à-dire comment on se pense comme acteur de l'action publique en coresponsabilité ; ça veut dire penser et conduire une doctrine de l'évaluation de nos impacts et de ce que nous produisons. C'est un sujet essentiel à assumer par nous-mêmes sans se faire imposer par l'extérieur des critères qui ne nous conviennent pas.

C'est un sujet de dialogue indispensable à organiser avec la puissance publique.

- ✓ Enfin le dernier axe : tout appelle à une révision de l'action publique et ce n'est pas que l'affaire des associations mais du pays tout entier. la seule manière de faire descendante ne convient pas, c'est une habitude du mal à se débarrasser. Les innovations viennent du terrain et à partir de là on peut réinventer et fédérer des solutions, bonnes pratiques mais il faut être en capacité de faire masse pour influencer et que cela devienne une norme ... faire les bonnes alliances entre logiques montantes et représentatives. Il y a aussi un sujet de formation pour ça on manque collectivement de méthodes et de méthodologie et c'est élément essentiel sur lequel se pencher pour outiller cette nouvelle façon fabriquer de la politique publique

Sur ce point le souhait que je fais c'est que dans tous les territoires il y a des expérimentations qui sont menées et que celles-ci ne se perdent pas. La capacité à capitaliser pour faire en sorte que dans les programmes politiques l'ensemble de ces expérimentations structure un discours et permette de faire émerger ce que nous faisons réellement sur le terrain

### **J-BAPTISTE JOBARD – COORDINATEUR DU CAC**

Re-bonjour à tous et même bonsoir,

Merci Philippe Jahshan pour cette intervention et pour continuer par les remerciements, je voudrai tout de suite exprimer notre gratitude à l'ensemble des intervenants de la journée et à nos collègues co-organisateurs de la rencontre, avec une mention spéciale pour le Mouvement des Colibris et Floriane Hamon d'une part et à la coopérative Odass et Olivier Picot d'autre part pour l'efficacité de leur aide sur les aspects techniques de ces visio-conférences.

Il y aurait sûrement énormément de choses à dire mais je vais être concis car nous arrivons au bout 8 séquences successives d'échanges très denses, très riches et après ce rythme assez intense il faut peut-être maintenant laisser un peu décanter avant de mieux voir les pistes de travail qu'elles offrent et mieux appréhender comment notre chemin est éclairé dorénavant... dans le même temps que nous pourrons percevoir encore les zones d'ombres qui restent à explorer et travailler.

Je vais me contenter d'un point sur le fond mais avant, j'ai déjà envie de vous partager deux remarques rapides sur des manques que j'ai relevé en préparant cette journée et durant les presque huit heures que nous avons passé ensemble aujourd'hui.

Prosaïquement, deux outils pourraient aider pour donner une suite intéressante à cette journée acteurs-chercheurs, le premier serait une sorte d'outil-repère des rapprochements possibles acteurs-chercheurs. Je sais que le Mouvement Associatif Haut-de-France commence un travail en ce sens et, effectivement, favoriser les coopérations entre l'univers universitaire et la galaxie des associations citoyennes par une sorte de mindmap géant cartographiant les travaux en cours dans les associations citoyennes et parallèlement les recherches engagées dont les résultats seraient de nature à faire avancer ces travaux en cours, cela pourrait avoir quelques utilités...

Pour ne prendre que cet exemple, à l'issu du dernier colloque Polanyi, si un ensemble de réseaux (le CAC bien sûr mais aussi l'UFISC, le RTES, le Mouvement Associatif et le RNMA)

qui souhaitaient travailler sur le thème de la co-construction n'avaient pas su que cet objet de recherche était l'objet de préoccupations professionnelles du sociologue Laurent Fraise, nous n'aurions sûrement pas pu organiser cette journée de colloque deux ans plus tard qui venait présenter 24 mois de recherche-action à l'issue de laquelle Laurent Fraise avait pu rédiger un rapport qui, de mon point de vue, permet d'appréhender beaucoup mieux cette notion-clé...

Autre outil, simple et basique, qui pour l'heure n'existe pas véritablement un calendrier visibilisant notre travail commun. À travail commun, calendrier commun évidemment... et une sorte de timeline 2021, 2022 renseignant par exemple sur les importantes rencontres Popmind organisées par l'UFISC, les journées de l'UNIOPSS, l'université d'été des Mouvements sociaux que le CRID co-organise avec ATTAC et l'ensemble des autres événements de ce type nous aiderait pragmatiquement à sortir des silos de nos domaines d'activités et envisager plus naturellement en commun les enjeux qui traversent le fait associatif en France et l'ensemble des secteurs associatifs.

Ces deux premières observations sont assez pragmatiques, j'en viens maintenant sur le fond et pour cela je repars de ce qui a été très bien pointé lors de la première table ronde dans les propos de Julien Talpin : ce qui a permis le développement des entraves aux libertés d'actions des associations que documente le rapport de l'observatoire des libertés associatives c'est un substrat qui est celui d'une accélération de la fragilisation du monde associatif ces dernières années, et peut-être singulièrement de ces dix dernières années (correspondant aux dix années d'existence du CAC créée suite à la circulaire Fillon de 2010).

Nous connaissons les caractéristiques de cette fragilisation donc évidemment je n'ai pas besoin ici de beaucoup m'étendre sur ce processus de marchandisation c'est à dire le fait que les associations sont de plus en plus poussées par le marché et donc amené à se comporter de plus en plus comme des entreprises et non plus des associations... Ni de souligner l'instrumentalisation croissante des associations, condamnés de plus en plus souvent à jouer un simple rôle d'exécutante de politiques publiques décidées sans elles... Ni même de rappeler les chiffres que tout le monde connaît et qui montrent qu'il n'y a pas seulement eu recul du financement public mais une mutation des formes de ces financements qui font la part belle dorénavant à la commande institutionnelle en organisant des mises en concurrence plutôt que de miser sur des processus de coopération et de faire confiance en l'initiative privée non-lucrative, l'initiative citoyenne associative...

Au-delà des effets visibles en terme de difficultés quotidiennes ou de gestion des associations, cette toile de fond qui est celle de l'action associative en 2020 produit des effets moins évidents mais terribles qui sont de l'ordre de l'auto-censure finalement et d'une forme de résignation.

Pour dire autrement, il y a une forme d'imprégnation, d'acculturation liée à ce contexte et des réflexes que l'on prend sans s'en rendre compte, à notre corps défendant en quelque sorte. Et c'est pourquoi j'ai beaucoup aimé la proposition de Luc de Larminat tout à l'heure de l'association Opale de réfléchir collectivement à ce que serait un plan de relance non pas tant pour les associations qu'à partir des associations. C'est ce que nous permet, il me semble, la proposition très stimulante de J-Michel Lucas, un renversement de perspectives (Julien Talpin parlait ce matin de « révolution copernicienne » d'ailleurs... Je poursuis juste ma parenthèse pour souligner qu'un des éléments stimulant dans la proposition de J-Michel est qu'elle permet un décryptage de mécanismes économiques.

Or ce travail est indispensable mais on ne le fait pas de manière spontanée au sein des associations, or tant qu'on n'est pas capable de comprendre comment fonctionnent ces rouages dogmatiques qui nous enferment nous n'avons aucune chance d'en sortir, ou à défaut de savoir où mettre le grain de sable qui bloquera la machine...).

Bref, à force de prendre des coups sur la tête, on est sur la défensive, or justement ce qu'autorisent ces propositions comme celle de Luc ou J-Michel c'est de changer de posture et c'est ce dont nous avons besoin : reprendre l'offensive.

Reste donc à identifier tout ce qui va nous aider à « reprendre l'offensive » et, dans cette optique, j'ai été très intéressé par la contribution de Christine Chognot en fin de matinée sur l'importance et les conditions du travail prospectif, d'élaboration de scénarios. J'ai d'ailleurs noté qu'elle soulignait que pour bien réaliser ce travail prospectif un travail rétrospectif est nécessaire et je pense que ce point est extrêmement important car il permet de recouvrer une fierté. En effet, chez nos adversaires politiques (les tenants de l'idéologie néo-libérale), la construction d'une « start-up nation » va de pair avec une ringardisation du monde associatif, or quand on reprend notre histoire on peut justement y relire et actualiser le projet d'émancipation individuelle et collective qui porte la phase de construction du monde associatif indissociable de la construction d'une société démocratique et ce dès le début du XIXème siècle c'est-à-dire 100 ans avant la loi de 1901. L'historienne Michèle Riot-Sarcey était avec nous ce matin pour suivre nos débats et dans son livre formidable [Le procès de la liberté](#) on mesure à quelle point ce mouvement associationniste qui est le creuset du monde associatif mais aussi du monde mutualiste, du monde coopérativiste et du syndicalisme (la loi créant les syndicats date de 1884) a contribué à construire les valeurs socles de notre société et cet héritage nous oblige en même temps qu'il nous rend une fierté, or la fierté est une arme dans les luttes politiques.

Je m'arrête là, nous allons travailler sur les actes de ces rencontres pour nous permettre de féconder les échanges de la journée avec d'autres démarches proches, nous allons continuer à creuser certains sujets comme bien sûr celui du financement du monde associatif, en parler avec des acteurs du secteur bancaire et de la finance, en discuter avec des élus et responsables politiques et inlassablement tenter de prolonger et d'avancer sur les réflexions et pratiques collectives du monde associatif pour continuer comme diraient J-Michel Lucas ou nos amis de l'UFISC lorsqu'ils parlent des droits culturels à « faire humanité ensemble ».

Je vous remercie et maintenant je laisse la parole à J-Louis Laville :

### **Jean-Louis Laville**

Juste quelques mots à ajouter à ce qui vient d'être dit, d'abord vous remercier pour votre participation en sachant que le mode dans lequel s'est déroulé la rencontre n'est pas le plus satisfaisant et je rappelle l'espace sur Médiapart « [Les associations dans le monde d'après](#) » dans lequel votre expression est possible et où on peut continuer ce qui n'a pas pu être suffisamment discuté. Il y aura aussi bien sûr des traces écrites de cette journée.

Ce que je veux mentionner aussi c'est que cette journée était un point de départ pour une réflexion collective. Comme cela a été dit nous n'étions pas réunis pour nous auto-congratuler, être dans l'entre-soi mais parce que la période est grave et le risque démocratique est sensible.

Des menaces pèsent aujourd'hui plus qu'hier sur l'auto-organisation citoyenne qui est la source de l'action associative et qui a une dérivation vers ce qui serait un mode uniquement réparateur d'intervention par des prestations associatives. C'est le modèle qui a été présenté dans la deuxième table-ronde avec des associations auxquelles on dénierait la possibilité d'intervention dans le débat public. Ce qui fait l'identité associative ce sont des couplages entre urgence et réparation et la transformation avec des visées d'émancipation, avec des pondérations qui sont diverses selon les associations. C'est qui constitue l'ADN des associations. Or, on essaie de les mettre dans un système qui réalimente les dépendances en particulier à l'égard des grandes entreprises et cela pose un problème démocratique qui est l'autre face de l'autoritarisme qui se précise.

On a vu en fin de matinée que ça suppose de reconnaître toute la partie recherche et développement qui est liée au fonctionnement des associations et qui n'est pas financée. On a essayé de tracer des pistes sur les financements nécessaires avec des dossiers qui avancent péniblement et permettent à court terme d'améliorer la situation mais à l'évidence nous ne sommes pas à la hauteur des enjeux de société. L'intervention sur une autre façon d'aborder la question du financement associatif est important parce qu'elle nous rappelle que ce qu'on présente comme l'objectivité économique, comme cela a été fait pour la dette, est finalement une histoire de convention politique. C'est à partir de cette décomposition d'un langage soi-disant économique qu'on peut reprendre une capacité d'initiative dans des propositions de plus grande ampleur qui pourraient être faites. C'est une manière de concilier l'action locale et les propositions plus globales qui doit continuer à être travaillée.

On voit aussi qu'il y a des perspectives au niveau local qui sont en train d'advenir, bien que des choses sont faites et, dans la suite de ce que fait le RTES, il faut continuer à mutualiser puisque personne n'a la recette, puisque les processus sont difficiles. Il y a un déficit de méthode en raison du non-financement de la recherche et développement associatif donc je crois qu'il faut compenser à court terme par la mutualisation et aussi en s'organisant de façon plus convergente pour faire reconnaître ce qui est fait.

On a parlé d'une inter-coopération plus marquée au sein de l'ESS, de balayer devant notre porte en quelque sorte, mais il y a aussi une difficulté pour parler à l'extérieur. Toutes les contributions que l'on a dans les médias sont autour de ces dérives. Il est très difficile d'avoir des contributions constructives qui reconnaissent l'innovation. Il y a une attirance pour dénoncer les dérives plus que pour reconnaître les contributions en œuvre et cela explique les difficultés que nous avons à parler de ce qui se fait. Cela renvoie à une invalidation de l'association dans le long terme. C'est une histoire qui a commencé au XIX<sup>e</sup> siècle avec un discours et de dédain et de mépris pour les associations et, pour cette raison, on a encore du mal à faire valoir la diversité de ce qui est fait dans le monde associatif.

Néanmoins ce qui a été dit aujourd'hui nous donne des éléments. Ce qui a été amorcé au niveau de la discussion entre responsables publics et acteurs associatifs doit être poursuivi par des interlocutions avec des forces politiques au niveau national pour préparer d'autres échéances. Ce que nous avons testé dans cette journée c'est d'avoir une triangulation entre acteurs associatifs, chercheurs et responsables publics et nous devons continuer dans ce croisement entre trois types de savoirs, d'approches qui sont encore trop cloisonnées. Nous continuerons donc comme cela a été rappelé à travers l'Institut Polanyi pour essayer de générer et de faciliter ces croisements.